

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU  
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP  
DONNEES 2011**



**Nom de la collectivité :** Echirolles

**Type de collectivité :** Commune

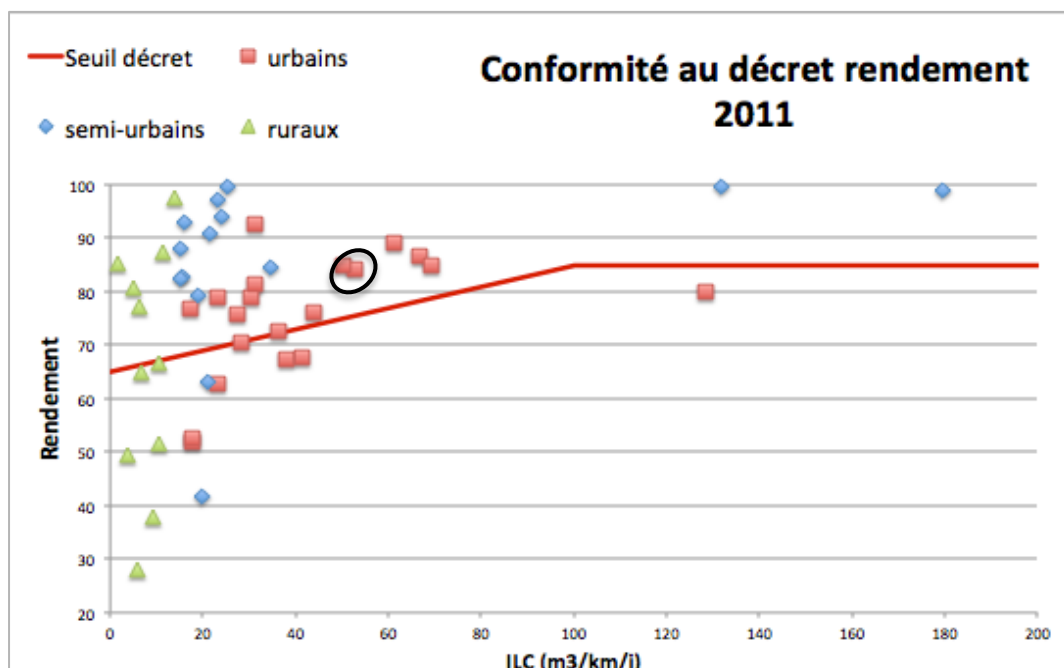
Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « \* ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

<b>COLLECTIVITE</b>		<b>PERIMETRE CEP</b>
<b>Généralités</b> Abonnés : 6.422 ILC : 52,9m <sup>3</sup> /km/j Habitants : 35.954 Densité habitants* : 360 hab/km Mode de gestion : Régie directe Branchements : 6791 Date de règlement de service : Volume entrant : 2.292 Mm <sup>3</sup> 01/04/2004 Volume facturé : 1.959 Mm <sup>3</sup> Linéaire de réseau : 100 km Installation de traitement : non		Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2millions m <sup>3</sup>
<b>Gestion Patrimoniale</b> Ouvrages : 3 maillages Nombre total de compteurs : 6.662 Pourcentage de compteurs +12 ans : 44,7 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 3,505 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0,70 % Connaissance de l'âge des réseaux : non		Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
<b>Performance</b> Rendement* : 84,2 % Indice Linéaire de Pertes* : 9,9 m <sup>3</sup> /km/j		Rendement CEP : 79,1 % ILP CEP : 12,0 m <sup>3</sup> /km/j
<b>Décret "rendement" :</b> Niveau de connaissance du patrimoine : 66/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 75,6 % Rendement 2011 : 84,2 % rendement lissé sur 3 ans* : 85,3 % <u>Graphe de conformité des rendements en p2</u>		Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1 % Rendement CEP lissé : 78,4 %
<b>Branchements en plomb :</b> Nombre de branchements en plomb restant connus : 50 Evaluation du coût de remplacement* : 140.000 € HT Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : 2018		Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€ HT
<b>Données financières</b> Recettes réelles totales de fonctionnement : 4 379 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 230 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 6,5 ans Prix 2011 du service d'eau potable, (base 120m <sup>3</sup> ) : 1,07 €/m <sup>3</sup> HT ** Evolution du prix depuis 2008* : +13,7 % <u>Graphique d'analyse p2.</u>		CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m <sup>3</sup> HT Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m <sup>3</sup> HT (2009)

\* calcul CEP, voir notice explicative

\*\* prix du service d'eau potable, hors TVA, hors redevances AERMC et assainissement. Inclut la redevance de prélèvement.

## Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



### Echirolles est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie urbaine (carrés bruns). En 2011 avec un rendement de 84,2% elle dépassait de 8,7 points le rendement imposé par le décret "rendement", tandis qu'en 2008 (pas sur le graphique), son rendement dépassait de 9,2 points le seuil du décret. Le niveau de conformité est donc maintenu depuis 2008 avec un renouvellement de 0,7% du linéaire par an.

Si Echirolles maintient ce niveau de performance, cet enjeu réglementaire ne sera plus la priorité du service d'eau.

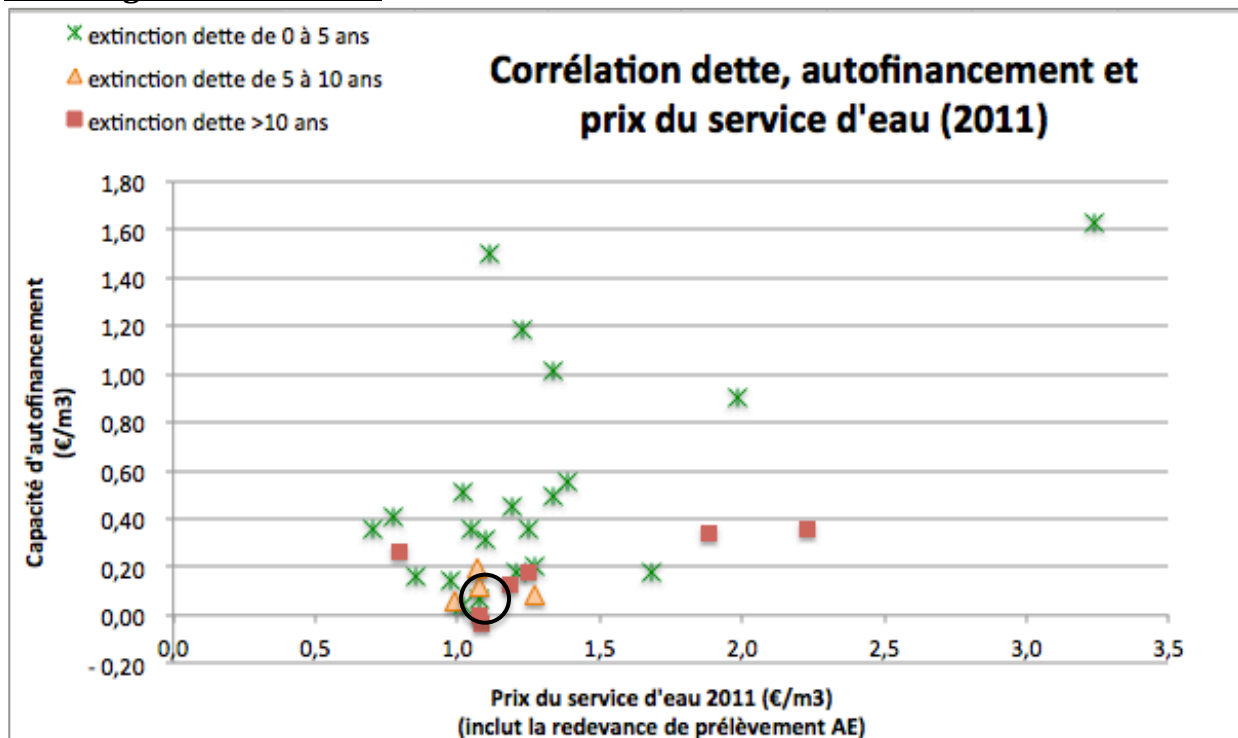
On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP d'Echirolles est de 9,9 m³/km/j, et semble stable depuis quelques années (9,5 m³/km/j en 2008). Les fuites sont donc raisonnables sur le réseau. Il conviendra de rester vigilant vis à vis de cet indicateur afin qu'il n'augmente pas d'avantage.

Avec ce niveau de performance, le service d'eau d'Echirolles peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. Le service n'avait pas en 2011 une connaissance exhaustive du réseau (66/100). Cette information permet à de nombreux services d'identifier plus facilement les zones fragiles car vieillissantes du réseau, ou anticiper un pic de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

Le parc de compteur devient progressivement vieillissant (44% a plus de 12 ans). Le service peut envisager une campagne de renouvellement pour abaisser ce niveau à 30%. Le réseau présente encore 50 branchements en plomb (au moment de l'enquête) dont le remplacement constitue un enjeu réglementaire.

**Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre**



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m<sup>3</sup> (en abscisse).

Echirolles est entourée (triangle jaune)

Son extinction de dette est comprise entre 5 et 10 ans (6,5 ans, triangle jaune) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,12 €/m<sup>3</sup> facturé, pour un prix de l'eau de 1,07 €/m<sup>3</sup> HT (voir annexe pour détails).

Cela traduit *a priori* une relative santé financière du service d'eau.

En effet, le prix de l'eau assez bas (près d'1€/m<sup>3</sup>) ne permet de dégager en 2011 qu'un autofinancement de 12 cts/m<sup>3</sup> facturés.

Par conséquent, le niveau de dette est relativement important mais reste tout à fait supportable pour un service d'eau.

## Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

Si le service d'eau devait financer de nouveaux travaux, il pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. Pour dégager davantage d'autofinancement, il dispose d'une grande marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme. Elle est également intéressante si le service souhaitait rembourser sa dette au plus vite (2,2M€, la 5<sup>e</sup> du territoire).

Pour un investissement ponctuel, une courte marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt. Il est toutefois déconseillé de s'imposer une durée d'extinction de dette supérieure à 10-12 ans.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.